

Marché de maîtrise d'œuvre sur APD :
Phase de candidature

Opération : Extension Bâtiment Unité 1034 à PESSAC

MAITRISE D'OUVRAGE

INSERM | Délégation Régionale Nouvelle Aquitaine

Institut François Magendie
146 rue Léo-Saignat | 33077 Bordeaux Cedex

MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE SUR APD

Cahier des Clauses Administratives Particulières

ANNEXE (C.C.A.P)

ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Au sens du règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le maître d'ouvrage est désigné comme le responsable de traitement et le maître d'œuvre comme le sous-traitant.

Madame Tehodora YOVKOVA.est le délégué à la protection des données (DPO) de L'institut nationale de santé et de la recherche médicale.

Pour tout échange relatif à la protection des données personnelles, le maître d'œuvre s'adresse à Jean Philippe AUGER « philippe.auger@inserm.fr » en charge de la protection des données DPO délégué *au projet de réhabilitation de bâtiment U1034 désigné par le maître d'ouvrage.*

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES TRAITEMENTS

Pour toute la durée du marché, le maître d'œuvre est autorisé à traiter pour le compte du maître d'ouvrage, les données à caractère personnel nécessaire pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre.

- La nature des opérations réalisées sur les données est :

Collecte des données personnelles nécessaires, limitée au strict nécessaire pour la réalisation de l'Avant-Projet de Base (APB) et des phases ultérieures du projet ;

Analyse de conformité pour s'assurer que toutes les opérations de traitement des données respectent les principes du RGPD ;

Mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles pour sécuriser les données contre l'accès non autorisé, la perte ou la destruction ;

Réalisation d'audits réguliers pour évaluer l'efficacité des mesures de protection des données et leur conformité au RGPD ;

Effacement ou anonymisation des données une fois que le besoin de leur traitement n'existe plus, conformément aux exigences de conservation des données ;

- Les finalités du traitement sont :

Assurer la gestion et la documentation du projet de réhabilitation en conformité avec les obligations légales et réglementaires, incluant le RGPD ;

Faciliter la communication et la collaboration entre les parties prenantes tout en garantissant la protection des données personnelles ;

Permettre une prise de décision éclairée et sécurisée basée sur des données précises et à jour ;

Documenter le processus de conformité pour répondre aux demandes des autorités de surveillance et aux besoins d'audit interne.

- Les données à caractère personnel traitées sont :

Données d'identification (nom, prénom, fonction) des personnes impliquées dans le projet ;

Coordonnées professionnelles (adresse email, numéro de téléphone) utilisées pour les communications liées au projet ;

Données liées à la sécurité et à l'accès aux sites de projet pour les employés, sous-traitants, et consultants

- Les catégories de personnes concernées sont :

Les employés du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage qui interviennent directement dans le projet ;

Les sous-traitants et consultants qui nécessitent un accès aux données pour des raisons opérationnelles ou de conformité ;

Les représentants des autorités régulatrices ou de surveillance impliqués dans le suivi de la conformité du projet au RGPD et autres réglementations pertinentes.

Pour la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage met à la disposition du maître d'œuvre les informations nécessaires suivantes :

Un résumé des catégories de données à caractère personnel qui seront collectées ou traitées pendant le projet, avec une attention particulière aux données sensibles ou à haut risque ;

Les bases légales justifiant le traitement des données personnelles, y compris le consentement, la nécessité pour l'exécution d'un contrat, les obligations légales, ou les intérêts légitimes ;

Les procédures et politiques de protection des données déjà en place, y compris les mesures de sécurité techniques et organisationnelles destinées à protéger les données personnelles ;

Les informations relatives aux droits des personnes concernées par le traitement des données, y compris les droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation du traitement ;

Les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) ou d'autres contacts clés responsables de la gestion des questions de protection des données au sein du maître d'ouvrage ;

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage :

- informe le maître d'œuvre de toutes modifications apportées à la description des traitements visés à l'article 1 ;
- documenter toute instruction concernant le traitement des données par le maître d'œuvre ;
- veille, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du maître d'œuvre ;
- supervise le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du maître d'œuvre.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre :

- ne peut traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traite les données conformément aux instructions documentées du maître d'ouvrage confiées lors de la réunion de lancement ou au cours de l'exécution du marché ;
- informe le maître d'ouvrage immédiatement le maître d'ouvrage si une instruction lui apparaît comme une violation du cadre juridique relatif à la protection des données ;
- informe le maître d'ouvrage, avant le traitement, s'il doit procéder à un transfert de données vers un pays tiers à l'Union européenne ou une organisation internationale, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre peut faire appel à un autre sous-traitant, désigné comme sous-traitant ultérieur, pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement par écrit le maître d'ouvrage de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information indique les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai minimum de **15 jours** à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du maître d'ouvrage. Il appartient au maître d'œuvre de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du cadre juridique sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de

protection des données, le maître d'œuvre demeure pleinement responsable devant le maître d'ouvrage de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

ARTICLE 5 – DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNÉES

Le maître d'œuvre, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

ARTICLE 6 – EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Dans la mesure du possible, le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, maître d'œuvre doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 36 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au maître d'ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage lors de l'élaboration du contenu de la notification à l'autorité de contrôle.

ARTICLE 8 – MESURES DE SECURITÉ

Le maître d'œuvre remet au maître d'ouvrage une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, prises pour les traitements effectués pour le compte du maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution de la mission

ARTICLE 9 – SORT DES DONNÉES

Le maître d'œuvre remet au maître d'ouvrage une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, prises pour les traitements effectués pour le compte du maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution de la mission renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement

En cas-de renvoi, celui-ci s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du maître d'œuvre. Une fois détruites, le maître d'œuvre justifie par écrit de la destruction.

ARTICLE 10 – DÉLÉGUÉ A LA PROTECTION DES DONNÉES

Le maitre d'œuvre communique au maitre d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

ARTICLE 8 – REGISTRE DE TRAITEMENT

Le maitre d'œuvre tient un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du maitre d'ouvrage pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du maitre d'ouvrage ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles

ARTICLE 9 – DOCUMENTATION

Le maitre d'œuvre met à la disposition du maitre d'ouvrage la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le maitre d'ouvrage ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.